N°371 du 25 Février 2016 / Prix : 250 F CFA / 9ème année

CHRONIQUE de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

FAIT DIVERS

ELLE AVOUE AVOIR AIDE SON AMANT A MOURIR

P.4

Santé / Riposte contre la méningite :

Une campagne de vaccination a démarré hier

P.4

Le PNUD fête ses 50 ans :

Faure Gnassingbé le seul leader africain invité à cet anniversaire

Le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) a soufflé ses cinquante bougies d'existence au service du développement. Créé en 1966 le PNUD, cette institution des Nations Unies a apporté son aide aux pays en voie de développement et est intervenu dans la gestion des catastrophes à travers le monde. Pour marquer cet anniversaire, les responsables de cet organe de l'ONU ont organisé une rencontre de haut niveau hier mercredi 24 février dans la grande salle où se tient l'Assemblée Générale de l'ONU. L'invité de marque n'est autre que le Président togolais Faure Gnassingbé, seul Chef d'Etat au monde à être convié à cette rencontre de haut niveau marquée par la présence des chefs de gouvernement et des ministres...

Suite à la page3

Le Président Faure Gnassingbé (dt) lors de son intervention

Rumeurs de menaces djihadistes au Togo :

Le ministre Yark Damehame met la balle à terre

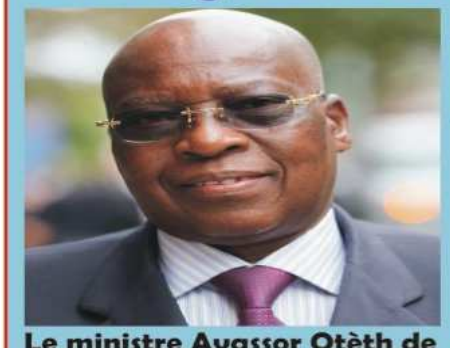
P.4

Col Yark, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

Application de la directive n°06/2009/CM de l'UEMOA :

Le Togo sur la voie des budgets programmes et réformes administratives

P.5



Le ministre Ayassor Otèth de l'Economie et des Finances

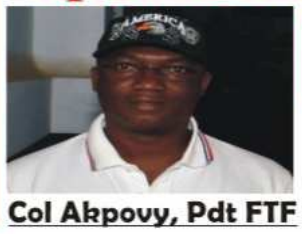
Accaparement et vente de terrain destiné à la construction d'un centre de santé à AGOVOUDOU :

Le sieur FESSOU Yaol Olivier doit subir toute la rigueur de la loi

P.7

Pius Agbétomey, ministre de la Justice

Après la tempête la FTF sur les rails :



Col Akpovy, Pdt FTF

L'équipe Akpovy retrousse déjà les manches

P.6

Adresse : 63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest. 15 BP: 82 Lomé - Togo - Tel: 23 20 92 75 / 90 01 21 69 - Email: essodom68@yahoo.fr

Projet d'Urgence de Réhabilitation des Infrastructures et des Services Electriques (PURISE) :

Les journalistes à l'école de la gestion efficiente des infrastructures urbaines

Une trentaine de journalistes étaient en atelier de séminaire du 22 au 24 février à Agora Senghor à Lomé organisé par le secrétariat technique du Projet d'Urgence de Réhabilitation des Infrastructures et des Services Electriques (PURISE) en vue de s'imprégner de son rôle et des activités qu'il mène dans la ville de Lomé. Cet atelier a été ouvert par le ministre de l'Urbanisme et de l'habitat et du cadre de vie, Fiatouwo Sessenou, en présence des chefs traditionnels et membres.

Le chateau d'eau de Dabaracondji à Lomé, en construction grâce au PURISE

Selon le secrétaire technique et chef du suivi-évaluation du PURISE, M. Jonhson Adodo, cette initiative du PURISE à l'endroit des professionnels des médias vise à rendre plus visible les activités du PURISE et à renforcer leur compétence en matière de sensibilisation des populations par l'information à une meilleure gestion des infrastructures urbaines.

Il explique notamment que " Le PURISE est initié pour faire face aux conséquences de plusieurs années de crise sociopolitique ayant eu un impact négatif sur le maintien des infrastructures de base ". Ainsi, à travers ce séminaire, les professionnels de médias se sont outillés sur la gestion efficiente des infrastructures et se sont approprié des équipements urbains en général et ceux du PURISE en particulier. Il a exhorté les journalistes a mieux sensibiliser les citoyens qui posent parfois des actes inciviques au détriment des infrastructures installées, dans leur rôle de donneurs d'informations, sur la protection et la préservation des infrastructures urbaines afin de leur garantir une longue durée de vie.

Le ministre dans son intervention lors de l'ouverture du séminaire a rappelé que la réalisation des ouvrages n'est plus un défi mais plutôt c'est l'entretien. Il a fait observer qu'entre 2008 et 2009, les conséquences issues des inondations dans la ville de Lomé étaient énormes.

Pour le ministre, la mise en œuvre du PURISE dans les zones comme Adakpamé, Anfamé, Akodesséwa (zone1), Forever, Wuiti, Nukafu (zone2) et Agbalépédogan, Aflao Gakli et Djidjolé (zone 3) a soulagé un tant soit peu plus de 730.000 habitants du Grand Lomé (commune de Lomé et la préfecture du Golfe) des problèmes d'inondation.

Toutefois, le ministre Fiatouwo a déploré l'usage qu'en font les populations des ouvrages réalisés par le PURISE dans le cadre de ses activités de réhabilitation. " Les caniveaux, les collecteurs et les bassins de rétention réalisés par le PURISE, la population en fait une gestion qui ne garantit pas la pérennité. On voit aujourd'hui des ordures dans les caniveaux, dans les rues. C'est en cela que les journalistes ont la responsabilité de sensibiliser les populations sur le bon usage de ces ouvrages en vue de leur pérennité ", a-t-il déploré.

Au cours de ce séminaire, trois communications ont été faites aux séminaristes. La première présentée par M. Jonhson Adodo portait sur le PURISE, ses réalisations et leurs impacts sur le développement urbain de Lomé, la deuxième sur la problématique de la gestion des infrastructures et équipements dans le grand Lomé présenté par M. Aholo Coffi puis la troisième présentée par le Journaliste consultant Lawson Drakey, concernait le réseautage journalistique pour une meilleure gestion urbaine.

Ainsi à la fin du séminaire un réseau de journalistes a été mis en place en vue d'une bonne sensibilisation de la gestion efficiente des infrastructures urbaines.

Rappelons que le PURISE est mis en place par la Banque mondiale qui finance et assure la supervision ; le PURISE mène quatre activités principales à savoir le curage et réhabilitation d'ouvrages de drainage, la réhabilitation de voies urbaines, l'approvisionnement en eau potable et la réhabilitation du système de distribution d'électricité. Ceci, en vue d'accroitre l'accès de la population de Lomé et sa périphérie aux infrastructures et services urbains. Même si les activités du PURISE prennent fin en juin prochain, d'autres villes du Togo comme Kara, Dapaong, Atakpamé, Kpalimé bénéficieront de ce projet sous une autre forme.

A la veille du séminaire, les journalistes avaient déjà effectué une visite de terrain sur les différents sites d'intervention dans le grand Lomé pour toucher du doigt les réalisations du PURISE.

Espoir

Contrebande d'essence dans la sous-région ouest africaine :

Le FMI préconise des mesures fortes pour freiner l'hémorragie

Malgré l'ajustement automatique des prix des produits pétroliers à la pompe jugé nécessaire pour mettre fin à la politique de subvention qui pèse sur les économies des pays africains, un obstacle majeur réduit à néant tous ces efforts des gouvernants.

Selon les conclusions du dernier rapport du Fonds Monétaire International (FMI), la contrebande d'essence qui prend ses origines depuis le Nigéria, ruinerait les efforts économiques de certains pays africains qui continuent par injecter des milliards de francs CFA dans une politique de subvention des produits pétroliers à la pompe, ceci malgré l'ajustement automatique de ces prix vis-à-vis des fluctuation du prix du baril .

Selon le FMI, la perspective de la fin graduelle des subventions qui parait une logique, est sérieusement handicapée par le commerce illicite du carburant en provenance du géant africain de " l'or noir ", le Nigéria et qui transite par le Bénin et le Togo. Cette contrebande est renforcée par le bas prix de l'essence sur les marchés nigérians.

De l'essence de contrebande sur un étallage

Pour mettre ainsi fin à cet état de fait, l'institution financière internationale préconise aux Etats concernés une coopération plus étroite afin de faire front contre cette contrebande. Cette coopération, notamment entre le Nigéria, le Bénin et le Togo, devrait permettre d'assurer un meilleur contrôle des frontières.

Des sanctions exemplaires devraient permettre de dissuader les éventuels candidats à ce commerce illicite qui font perdre aux Etats plusieurs dizaines de milliards.

Rappelons que le Togo a initié plusieurs campagnes de dissuasion du commerce illicite de carburant (opération entonnoir) sans pour autant réussir à circonscrire ce fléau qui tend à prendre racine dans les banlieues et dans la capitale.

JPB

Pour un meilleur accueil dans les formations sanitaires :

Une "Campagne pour le sourire" à l'initiative du SYNPHOT

Plus d'une fois, des voix se sont élevées pour dénoncer la mauvaise qualité de la relation soignant-soigné née du mauvais accueil dont sont victimes les malades et leurs accompagnateurs dans les formations sanitaires du pays. Prenant le problème à bras le corps, le Syndicat des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT) veut rectifier le tir en organisant une campagne de sensibilisation afin de redonner le sourire aux malades.

Selon le porte-parole du SYNPHOT, Dr Gilbert Tsolenyanu, " avant toute chose, il faut accueillir le malade. Le premier contact détermine la suite de l'événement. Le mauvais accueil a des impact sur la prestation et aussi sur le traitement thérapeutique ".

Ainsi, pour les premiers responsables du SYNPHOT, " la première conséquence du mauvais accueil est le désagrément. Si le premier contact avec le patient n'est pas bon au niveau de l'accueil, il serait difficile de recueillir les informations vraies lors des consultations. Du coup, le diagnostic ne pourrait pas être exact. L'autre conséquence est la baisse des fréquentations, ce qui fait chuter les recettes ".

Dr Gilbert Tsolenyanu, porte-parole du SYNPHOT

Cette campagne vient donc à point nommé lutter contre ce " fléau qui est en train de détruire progressivement le système de santé parce qu'entretenant la crise de confiance entre les soignants et les soignés ", a expliqué Dr Gilbert Tsolenyanu.

Au menu de cette campagne qui prend fin le 26 février prochain, des émissions-débats radiophoniques et télévisées avec les experts, des séances de consultations foraines pour des examens cliniques au siège de la Maison de la Santé, avec comme clou, la soirée apothéose dénommée " la nuit de la santé " au cours de laquelle des prix décernés aux six ''meilleurs'' agents de santé des six (06) régions sanitaires du pays.

Après cette semaine d'intenses activités, des caravanes devront sillonner des centres préfectoraux et régionaux du pays pour sensibiliser les agents de la santé de l'intérieur.

JPB

CHRONIQUE de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.
Espoir D.
Pierre AGBANDA

Imprimerie St Louis
Tirage : 2000 ex.

Le programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) fête ses 50 ans :

Faure Gnassingbé le seul leader africain invité à cet anniversaire

Le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) a soufflé ses cinquante bougies d'existence au service du développement. Créé en 1966 le PNUD, cette institution des Nations Unies a apporté son aide aux pays en voie de développement et est intervenu dans la gestion des catastrophes à travers le monde. Pour marquer cet anniversaire, les responsables de cet organe de l'ONU ont organisé une rencontre de haut niveau hier mercredi 24 février dans la grande salle où se tient l'Assemblée Générale de l'ONU. L'invité de marque n'est autre que le Président togolais Faure Gnassingbé, seul Chef d'Etat au monde à être convié à cette rencontre de haut niveau marquée par la présence des chefs de gouvernement et des ministres.

Vue partielle des participants à ce rendez-vous de haut niveau à New York

Après l'intervention du Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-Moon qui a souhaité la bienvenue aux délégations à travers un enregistrement vidéo, c'est à l'Administrateur du PNUD, Mme Helen Clark, de tracer le chemin parcouru par l'institution qu'elle dirige et qui a fait son petit bonhomme de chemin pendant 50 ans. Elle a indiqué que pendant 50 ans son institution a travaillé avec des pays en développement en apportant son concours dans la lutte contre la pauvreté.

L'invité de marque à cette rencontre d'échanges, le Président Faure Gnassingbé a ouvert le débat centré sur la contribution du PNUD dans la lutte contre la pauvreté dans les pays en voie de développement. Il a salué la contribution combien inestimable du PNUD dans la sortie de crise qu'a traversée le Togo sevré de la coopération des bailleurs de fonds durant 15 ans.

Le PNUD a apporté une contribution financière à l'organisation des élections législatives de 2007 et à la tenue des assises de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) sans oublier les projets liés au développement à la base. Le Chef de l'Etat togolais n'a pas manqué d'effleurer le programme mis en place par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté.

" Les conséquences de la pauvreté aujourd'hui, sont beaucoup plus dévastatrices qu'elles ne l'étaient hier. Le jeune qui est pauvre aujourd'hui a le choix entre sortir de la pauvreté, ou de faire un mauvais choix, le terrorisme. Donc cela met plus de pressions sur les gouvernements pour trouver les solutions idoines. Nous n'avons pas de temps à perdre, j'ai parlé d'urgences, agir maintenant, agir vite. C'est ce que le programme d'urgence de développement communautaire nous permet de faire en effet face à l'urgence de la pauvreté dans les pays en voie de développement ", a indiqué le président Faure dans son intervention.

A la question de savoir si en 15 ans il peut éradiquer la pauvreté au Togo ? Le président Faure Gnassingbé à laissé entendre que " Ce programme tient compte des besoins exprimés par les populations elles-mêmes. Les ministres sont allés sur le terrain et ont demandé aux populations ce qu'elles voulaient. " Nous voulons de l'eau, nous voulons de l'électricité… ", ont-elles répondu. L'enveloppe est conséquente mais le fait que le projet a été élaboré avec les populations de façon directe, nous permet de nous concentrer sur ces objectifs-là ".

Tête à tête entre Faure Gnassingbé (dt) et le Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD, le Sénégalais Abdoulaye Mar DIEYE (g)

Il a remercié le PNUD pour son appui multiforme et surtout sa disponibilité à aider le Togo dans la lutte contre la pauvreté. La longue crise que nous avons connue nous a mis en marge de la communauté de développement des pays, nous avons pris du retard dans l'exécution des objectifs du millénaire pour le développement. Mais grâce à la mobilisation et au plaidoyer du PNUD, nous avons pu rattraper le retard par le mécanisme d'accélération ce qui nous a permis de nous mettre en bonne position pour les OMD a indiqué le Président togolais.

Le Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire (PUDC) dont le montant s'élève à plus de 150 milliards de FCFA a été soumis au PNUD qui promet non seulement d'apporter sa contribution mais également mobilisera les bailleurs de fonds à accompagner le Togo.

Le gouvernement togolais entend, vu l'urgence du programme, débourser 20 milliards de FCFA pour sa réalisation. Ce programme prévoit également une aide aux populations rurales et vulnérables du pays qui constituent près de 62% de la population du Togo.

Aliziou Dominique

Rencontre Faure Gnassingbé et Helen Clark :

Le PUDC au menu des échanges

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé dès qu'il a foulé le sol américain le mardi 23 février, a rencontré l'administrateur du PNUD Mme Helen Clark. Les discutions ont essentiellement porté sur les bonnes relations entre le Togo et l'institution onusienne et surtout les actions qu'elle mène dans notre pays notamment dans le financement des projets de développement pour lutter contre la pauvreté.

Echanges de documents entre Faure Gnassingbé (g) et Mme Helen Clark (dt)

Le chef de l'Etat a présenté à l'administrateur du PNUD le Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire. Ce programme qui s'élève à plus de 150 milliards et destiné à lutter contre la pauvreté a été soumis à l'Administrateur du PNUD pour qu'il apporte sa contribution financière à sa réalisation.

Mme Helen Clark a rassuré le président que son institution apportera son aide financière et ne manquera pas de mobiliser les bailleurs de fonds pour lever les fonds nécessaires à la réalisation du programme. " La meilleure façon de mettre en œuvre ce programme c'est à travers un partenariat avec les autres institutions à savoir la Banque mondiale, la Banque islamique de développement.

Le PNUD s'est dit disposé à aider le gouvernement togolais à mobiliser ces partenaires pour la réussite du programme ", a déclaré le ministre chargé de la Planification du Développement Kossi Assimaïdou.

C'est donc une certitude que le Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire (PUDC) a reçu un écho favorable auprès du PNUD et de son administrateur qui promet un appui financier à sa mise en œuvre.

Aliziou Dominique

Rumeurs de menaces Djihadistes au Togo :

Le ministre Yark Damehame met la balle à terre

Les rumeurs persistantes de menaces Djihadistes sur le Togo qui sèment depuis un certain temps l'inquiétude et la peur au sein de la population togolaise et surtout celle de la capitale, avec à la clé une présumée menace sur un imam à Lomé et aussi sur les autorités, ont été l'objet de l'interpellation du ministre de la Sécurité et de la protection Civile par les médias le vendredi 20 février 2016.C'était à la sortie d'une cérémonie au Ministère de l'Environnement à laquelle il a assisté.

Col Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

Le Col Yark Damehame, après avoir demandé de quel groupe dont parle le journaliste, a appelé au calme. "Ayez les pieds sur terre, s'il y a danger, on vous dira ", a-t-il lancé. Cette réaction du ministre Yark peut d'une certaine manière calmer la population qui vit dans la crainte, suite aux informations qui circulent sur les médias et sur les réseaux sociaux au sujet d'un groupe qui se ferait appeler "Ansar Al Souna" et qui serait à l'origine de ces menaces.

Il est bien vrai que le Togo en s'engageant dans la lutte contre les Djihadistes au Mali avec l'envoi des troupes pour les combattre et tout récemment avec son engagement aux côtés des grandes puissances dans le combat contre l'Etat Islamique va s'attirer la foudre de ces groupes Djihadistes. Cependant, avec l'attaque de l'Hôtel Radisson au Burkina voisin, les autorités n'ignorent pas que le danger est à nos portes et que déjà des dispositions sécuritaires nécessaires pour l'éviter se prennent. Ces rumeurs des menaces Djihadistes ne sont pas à négliger, car elles peuvent contribuer à améliorer le dispositif sécuritaire mis en place par notre pays.

P. A.

Togo / Face à la menace terroriste :

Les autorités appellent au renforcement de la sécurité dans les hôtels

Depuis les attaques de Bamako et de Ouagadougou, les autorités togolaises qui ont à cœur le problème de sécurité, ont invité, mardi dernier, les tenants des hôtels et restaurants à renforcer les mesures de sécurité au sein de leurs établissements. Check point à l'entrée, contrôle des coffres, fouilles des bagages, etc. sont autant de " précautions qu'il ne faut négliger ".

La table d'honneur lors de la rencontre

Mardi dernier, trois ministres, notamment de la Sécurité, du Tourisme et de l'Habitat étaient face aux premiers responsables des établissements hôteliers de la capitale.

L'objectif de cette rencontre était de les inviter à renforcer davantage leurs mesures de surveillance. " Il n'y a pas de menace, mais soyons vigilants pour ne pas être surpris. Vous devez vous équiper en appareils de sécurité pour mieux protéger vos clients et pour nous faciliter la tâche.", a lancé le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Col Yark Damehame.

Et la ministre en charge du Tourisme, Mme Bernadette Légzim-Balouki, de rappeler que l'enregistrement des arrivées est une " obligation " depuis des années, mais certains établissements hôteliers ne respectent pas cette disposition.

Comme mesure supplémentaires de sécurité, il a été demandé aux tenants de ces établissements de procéder à un recrutement des agents dans les hôtels, de procéder à la surveillance systématique des bagages que portent les clients et l'obligation pour toute entreprise hôtelière de garder une photocopie des pièces d'identité de tout client, et si possible disposer d'appareils de surveillance.

Rappelons qu'aujourd'hui la " sécurité est devenue une denrée prioritaire et on ne peut se développer sans sécurité ". Dans la mesure où la menace du terrorisme et le radicalisme islamique deviennent universels, il va de soi que les pays soucieux de leur devenir, prennent à bras le corps cette question de sécurité.

JPB

Santé / Riposte contre la méningite :

Une campagne de vaccination a démarré hier

En riposte à l'épidémie de méningite qui a fait déjà 29 morts et près de 500 contaminations principalement dans les Régions des Savanes et Centrale, le gouvernement togolais, en collaboration avec ses partenaires, notamment l'UNICEF, l'OMS, la Banque Mondiale, Plan International, ... ont lancé, depuis hier mercredi, une vaste campagne de vaccination dans plusieurs préfectures dans le nord du pays…

Vacciner les personnes âgées de 02 à 29 ans

Bassar, Dankpen et la sous-préfecture de la Plaine de Mô sont les principales localités concernées par cette campagne de vaccination contre l'épidémie de méningite qui a fait déjà 29 victimes et plus de 500 contaminations.

Organisée du 24 au 29 février prochain, cette campagne de masse entièrement gratuite qui concerne au total 227.091 personnes âgées de 02 à 29 ans, vise à limiter la propagation de cette épidémie, en offrant le MenAfricaVac, vaccin qui a fait ses preuves en Afrique, notamment au Tchad en 2011 où il a réduit de 94% les risques de contamination.

Suite à la page 6

Fait divers

ELLE AVOUE AVOIR AIDE SON AMANT A MOURIR

L'affaire est déjà pendante devant la justice dans le ressort territorial d'Atakpamé. Il y a deux semaines, c'étaient des rumeurs qui faisaient état de l'arrestation de la dame X (anonymat oblige) par la gendarmerie pour meurtre sur la personne de son amant. Mais depuis le 22 février courant, elle aurait avoué son forfait devant le juge.

La mort du géomètre avait surpris plus d'un. En effet, l'homme avait quitté son domicile aux environs de 19 heures pour aller rendre visite à une autorité qui lui avait demandé des services. Mais c'est pratiquement le lendemain matin que la famille avait réussi à le découvrir dans un état piteux dans une formation sanitaire de cette belle ville d'Atakpamé. Sa mort est intervenue deux jours après cette découverte. La gendarmerie qui s'est saisie de ce dossier a ouvert immédiatement une enquête qui a abouti sur l'interpellation de la dame X et ses complices.

Le mari légitime de la dame X, avait lui aussi mal digéré le fait que ce soit son épouse qui ait porté secours à son cousin depuis l'hôtel où il a eu un malaise dans cette nuit du 12 février 2016. Il était très surpris que son épouse soit à l'hôtel en ce moment alors qu'elle était censée être chez sa cousine dans un quartier autre que celui abritant le site de l'hôtel.

Elle aurait d'ailleurs tenté de dissimuler le secret à son mari. Il a fallu que sa copine qui l'avait accompagnée cette nuit à l'hôtel arrive à leur domicile, et naïvement, a cherché à savoir ce qui s'était réellement passé et comment elle avait pu contenir la situation. Elle avait engagé ces discutions ne sachant pas que le mari était dans la chambre.

Dame X aurait tout entrepris pour empêcher sa copine de lâcher le secret mais en vain. Malgré tout, dame X n'a pas reconnu les faits en famille. Elle aurait même accusé sa copine de l'habiller de ce qu'elle ne sait pas. Mais elle devra déchanter quelques jours après que la gendarmerie a mis sa main sur elle.

Il semblerait qu'elle sortait très fréquemment avec le géomètre et qu'elle était bien connue dans cet hôtel. Le jour du drame, c'est elle qui aurait personnellement alerté le concierge en le sollicitant à l'aider à conduire le malade à l'hôpital. Il l'aidera ensuite à déplacer nuitamment le véhicule du défunt pour ensuite l'abandonner dans une ruelle déserte de la ville dans le but de brouiller la piste de l'enquête.

Le mensonge, dit-on, se lève tôt mais la vérité finit toujours par le rattraper.

B.TALOM

Facilité Régionale d'Accès à l'Energie Durable :

Les institutions de l'UEMOA s'activent pour sa mise en place

En vu d'accélérer la mise en place de la Facilité Régionale d'Accès à l'Energie Durable (FRAED), deux réunions organisées à l'initiative de l'UEMOA, de la BOAD et de la SABER se sont tenues les 16 et 17 février au siège de la SABER (Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables). Cette rencontre a permis aux participants des huit pays de l'Union économique et monétaire ouest africaines et de la Banque ouest africaine de développement de mettre en ordre de marche la FRAED.

Vue partielle des participants

Les activités du premier jour ont permis de regrouper les représentants des directions nationales de l'énergie et des autorités nationales de régulation ou de réglementation de l'énergie autour du Directeur des Energies et des Télécommunication de l'UEMOA, du président des négociateurs Africains à la COP21 tenue à Paris, ainsi que des experts du cabinet FIDAL, chargé de la rédaction des documents juridiques de la FRAED. Les modalités de fonctionnement de la FRAED ont été également présentées par la même occasion.

Au second jour, sous la présidence de la BOAD, plus d'une soixantaine de porteurs et développeurs de projets ont assisté à une présentation de la FRAED, de ses différents organes de gouvernance et de ses modalités d'intervention. Des apports et suggestions ont été apportés pour rendre ce fonds aussi efficace que possible.

Il convient de préciser que la FRAED est un fonds mis en place par les Etats membres et la Commission de l'UEMOA dans le but de catalyser, par appels d'offres, les investissements privés pour le développement de projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique de taille moyenne (entre 5 et 25 MW environ), raccordés au réseau, dans les huit Etats Membres.

Cette structure disposera de deux guichets. Le premier servira au renforcement de capacités, à l'assistance aux Etats pour l'amélioration du cadre institutionnel et le développement des projets et Le second accordera des subventions (si nécessaire) aux institutions privées pour leur assurer une meilleure rentabilité et leur accorder des garanties aux contrats de vente d'électricité.

Soulignons que la dotation initiale envisagée pour la FRAED est de cinquante (50) milliards de francs CFA avec une participation de la Commission de l'UEMOA à hauteur de 20% soit dix (10) milliards de francs CFA.

C'est la SABER qui en assure le secrétariat permanent. A ce titre, elle vient de clôturer le 13 novembre 2015, un appel à projets en vue de la réalisation du premier volet de 200 MW. Cet appel à projet a permis de constituer un pipeline de projets d'une puissance totale cumulée de plus de 2000 MW pour les 8 pays de l'UEMOA.

Pierre Agbanda

A propos de la SABER

La Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables (SABER) appellation française de African Biofuel and Renewable Energy Compagny (ABREC), est une organisation internationale ayant son siège à Lomé. Son capital est détenu par 15 Etats actionnaires (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Tchad et Togo) et 6 institutions financières (BIDC, BOAD, ECOBANK, FAGACE, IEI et NEXIM BANK).

Elle a pour objectifs : la promotion et le financement des projets d'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique dans les secteurs public et privé ; le transfert de nouvelles technologies vertes pour le développement des industries des énergies renouvelables ; le renforcement des capacités et les conseils aux gouvernements et au secteur privé pour tirer le maximum d'avantage des marchés d'énergies propres et du carbone.

Application de la directive n°06/2009/CM de l'UEMOA :

Le Togo sur la voie des budgets programmes et réformes administratives

Le Togo s'apprête à engager dans les mois avenir les budgets programme et les réformes administratives en vue d'une gestion axée sur les résultats. C'est l'une des importantes décisions du conseil des ministres de la semaine dernière qui a fait l'objet d'une communication.

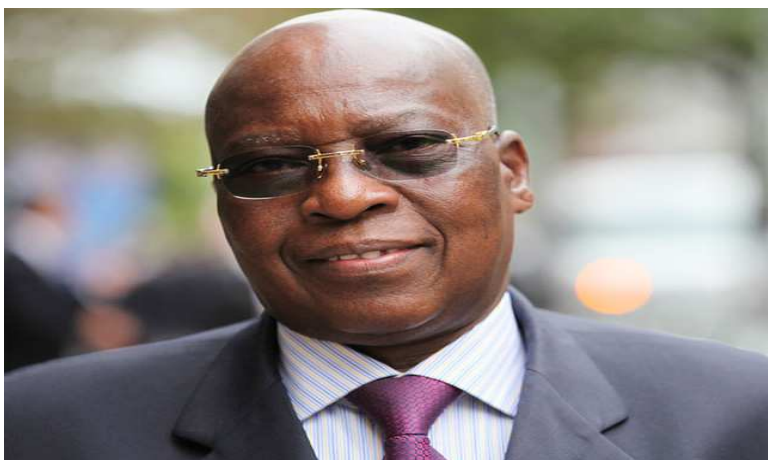
Il s'agit pour notre pays de répondre ainsi aux exigences de la directive n°06/2009/CM/UEMOA portant loi de finance au sein de l'Union qui a instauré une démarche axé sur les résultats dans ses huit Etats membres.

A partir du 1er janvier 2017, tous les budgets des pays de l'Union devront se présenter sous forme budget programme. Cette méthodologie une fois adoptée, va entrainer des changements notables dans le mode de gestion de l'administration publique.

A titre d'exemple, le ministre ou le président d'une institution devient l'ordonnateur principal des crédits de son budget ce qui fait apparaitre un autre acteur dans le processus : le responsable de programme. Celui-ci aura pour tâches de déterminer les objectifs spécifiques, d'affecter les moyens et de contrôler les résultats des services chargés de la mise en œuvre du programme. Il lui revient également de s'assurer du respect des dispositifs de contrôle de gestion.

Notre pays a démarré en 2012 l'élaboration des budgets programmes conformément aux nouvelles directives de l'UEMOA. Ainsi, durant la période de transitoire pour la mise en œuvre desdites directives, 12 ministères totalisant 60% des dépenses de l'Etats ont été retenus pour la phase pilote d'élaboration de leur budget programme.

La finalisation des travaux a commencé en février 2013 avec l'appui d'un consultant recruté par PARCI 2 financé par la BAD (Banque africaine de développement). Les politique sectorielles ou plans d'actions des 12 ministères pilotes ont été découpés en programmes sur la base de leur mission, a près avoir adopté une méthodologie harmonisée. Ce qui a permis de décliner chaque programme en actions ou en activités.



Adji Otèth Ayassor, ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances

Enfin, ces réformes qui résultent des directives de l'UEMOA, ont été intégré dans le corpus juridique national. Elles induisent un changement notable dans la gestion du budget de l'Etat qui ne sera plus voté par le service administratif, mais plutôt par la gestion axée sur les résultats de l'UEMOA.

Il faut souligner que les autres pays de l'UEMOA tels que le Burkina Faso, le Bénin, le Sénégal sont avancés dans ce processus depuis 2010.

P.A.

La BRVM prépare de nouvelles mesures pour le flottant en bourse des sociétés cotées

La nouvelle n'a pas fait grand bruit mais la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'UEMOA basée à Abidjan, a pris deux mesures, lors de son conseil d'administration de décembre 2015, qui sont susceptibles d'impacter le volume des titres disponibles pour les transactions sur ce marché financier qui regroupe huit pays.

Le siège de la BRVM à Abidjan, Côte d'Ivoire

La première décision fixe la valeur minimale du flottant en bourse à au moins 20% du capital de l'entreprise. Un point qui devra encore être précisé par les dirigeants du marché, car il n'est pas clair si ce rapprochement concernera la valeur comptable ou bien la valeur boursière de ce flottant. Par ailleurs, la BRVM a décidé d'un plancher minimum de 2 millions de titre et un maximal de 10 millions, avec des planchers intermédiaires, pour ce qui est du volume des titres constituant ce flottant boursier.

Techniquement, la mesure devrait avoir pour effet d'accroitre le volume du flottant en bourse, tout en garantissant aux investisseurs, une valeur minimale de ces titres disponibles pour la négociation et donc la liquidité du marché. Mais tout le monde ne partage complètement pas ce point de vue. Brice Kouao, un expert de la comptabilité et investisseur de la BRVM, exprime la crainte de voir cette décision produire aussi un effet boomerang." Certaines entreprises cotées ont un besoin limité de la BRVM pour se financer. Elles pourraient y trouver une faille pour effectuer des Offres Public d'Achat sur le flottant restant de leurs titres et se retirer de la bourse ", a-t-il fait observer en substance. Un argument qui rappelle que les dirigeants de la bourse devront étroitement surveiller les plus et les moins de la nouvelle mesure en termes de capitalisation boursière, mais aussi de liquidité du marché.

Si le minimum des 20% du flottant s'appuie sur la valeur comptable de chaque action, ce sont près de 15 entreprises qui devront se mettre à jour, dans le délai de 2 ans accordé par la BRVM sous peine de se voir radiées de la cote. La complexité de la mise en œuvre de la mesure se fera très vite ressentir. Si on prend en référence le dernier cours (44 FCFA) du titre Ecobank Transnational Incorporated, la deuxième capitalisation boursière du marché et le titre le plus échangé en volume, la valeur comptable de son flottant représente 4,29% de son capital social à la fin 2014, tandis que la valeur boursière de ce flottant ne représente que 9,5% de ce capital.

Dans le même temps, d'autres entreprises qui ont un flottant boursier plus faible en volume et en valeur, se verront épargnées.

Agence Ecofin

Après la tempête la FTF sur les rails :

L'équipe Akpovy retrousse déjà les manches

A peine installé dans le fauteuil de président de la Fédération Togolaise de Football (FTF), le Col Guy Kossi Akpovy et son équipe sont déjà sur le terrain pour relancer les activités sportives restées au point mort depuis belle lurettes…

Col Guy Kossi Akpovy, président du nouveau Bureau exécutif de la FTF

Après la rencontre avec son ministre de tutelle et le bureau du Comité National Olympique du Togo (CNOT) en début de semaine dernière, la nouvelle équipe dirigeante du football national a visité le nid des Eperviers du Togo, le mythique stade de Kégué, laissé dans un piètre état. Mais avant, le nouvel exécutif de la FTF a lancé les consultations des acteurs du football togolais afin de permettre à tous les acteurs de mettre la main à la pate dans l'œuvre gigantesque de reconstruction de notre sport roi.

Dans l'optique des échéances futures de la sélection nationale comptant pour les 3ème et 4ème journées des éliminatoires de la CAN 2017, le Col Akpovy a personnellement pris langue avec certains cadres des Eperviers qui rechignaient à répondre à l'appel du drapeau national.

Face aux autorités sportives, le Col Akpovy et son équipe ont exposé les réelles difficultés aux quelles notre sport roi est confronté et présenté un certain nombre de doléances urgentes, notamment l'aménagement du stade de Kégué et les préparatifs de la double confrontation entre Eperviers et Aigle de Carthage en mars prochain dans le cadre des éliminatoires pour la CAN 2017.

A l'heure actuelle, le président de la FTF s'est envolé pour Zurich en vue de participer à l'élection du successeur du Suisse Joseph Sepp Blatter à la tête de l'instance faitière internationale de football (FIFA). Il devrait mettre à profit son séjour pour obtenir une aide financière destinée à rénover la pelouse du stade de Kégué.

Tous ces pas rassurants, s'ils se pérennisaient, permettraient de dire qu'un nouveau jour se lève pour le football togolais et qu'il appartient à l'ensemble des acteurs de ce sport de mettre un peu d'eau dans leur vin afin de réussir de grandes choses avec les Eperviers et faire rêver les millions de fans de Shéyi et compagnie de la sélection nationale togolaise.

JPB

MISE AU POINT DE LA CONFERENCE DES EVÊQUES DU TOGO

Les évêques du Togo réunis en session ordinaire à Lomé du 16 au 19 février 2016 ont fait une mise au point dans laquelle ils dénoncent les allégations qui font état de leur présence dans la délégation présidentielle qui a accompagné le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé au Vatican. Le président de la République et sa suite avaient été en effet reçus en audience par le Pape François le 28 janvier, période durant laquelle une délégation des évêques du Togo prenait part à une rencontre internationale de Sant'Egidio.

La Conférence des Evêques du Togo (Photo archives)

Communiqué

Depuis plusieurs années déjà, deux ou trois Evêques, membres de la Conférence des Evêques du Togo, se rendent à Rome au mois de janvier ou de févier pour prendre part à une rencontre internationale de Sant'Egidio.

Ainsi, cette année, du 26 au 31 janvier 2016, trois d'entre eux, ont été invités par les Responsables de Sant'Egidio à ladite rencontre où étaient également présents près de 70 autres Evêques du monde entier.

Au cours des travaux, et plus précisément dans la matinée du jeudi 28 janvier 2016, il a été annoncé aux Evêques togolais que le Chef de l'Etat du Togo, en visite à Rome, avait demandé à rencontrer les Responsables de Sant'Egidio ce jour là, à 13H00, heure locale. Les Responsables de la Communauté de San'Egidio ont précisé également qu'il serait souhaitable que les Evêques togolais puissent le saluer en sortant, puisque les travaux de cette matinée prenaient fin à la même heure. Et c'est ce qu'ils ont fait.

Aucun Evêque togolais n'est allé au Vatican pour accompagner la délégation présidentielle qui a été reçue en audience par le Pape François, et aucun n'a rencontré le Chef de l'Etat, sauf lors de cette salutation au passage à la sortie, qui n'a pas duré plus de 5mn.

Toute autre déclaration, interprétation, ou allégation contre la réalité et contre les Evêques n'est que pure fantaisie.

Musique / Kora 2016 :

Trois ambassadeurs pour représenter le Togo

Trois artistes togolais représentent les couleurs nationales aux Kora All Africa Award, édition 2016, qui se dérouleront le 20 mars prochain dans la capitale namibienne. Ils vont compétir dans trois catégories différentes, notamment les catégories de Meilleur groupe africain, pour le Groupe Toofan, de Meilleur artiste masculin de la musique spirituelle (Eugène Ablodévi) ou de Meilleur artiste masculin traditionnel, pour Stanlux.

Ce trio d'artistes togolais qui part à la conquête de distinctions honorifiques d'abord pour eux-mêmes et pour l'honneur de leur pays, le Togo, devront le faire la tête haute puisqu'ils sont non seulement pétris de talents mais aussi débordants de stratégies pour ne pas se faire surprendre.

D'abord, le groupe Toofan qui n'est plus à présenter sur le continent, devra confirmer tout le bien que les mélomanes africains et d'ailleurs pensent de lui. Et s'ils réussissent ce pari des Kora All Africa Award, c'est une corde de plus qu'ils accrochent à leur gibecière qui a soif de distinctions.

Pour Stanlux, c'est parti pour une confirmation puisque l'icône de la musique d'inspiration traditionnelle togolaise, a connu la même aventure en 2012. Il est en réalité le lauréat 2012 du Kora All Africa Award qui l'a révélé au monde musical africain.

S'agissant d'Eugène Ablodévi, la voix montante du gospel togolais, ce serait la révélation d'un talent dormant. L'homme à la voix d'or, s'il est élu, devra travailler davantage pour se maintenir au sommet de son art, puisqu'il est encore jeune et pétri de talents.

Ces ambassadeurs togolais qui sont en campagne nationale, devront compter également sur leurs compatriotes dont le vote compte pour 50% dans la décision finale du jury.

Et puisque la cagnotte est de la taille des talents, en plus de la distinction honorifique, c'est une enveloppe de 20 mille à 1 million de dollars qui est mise en jeu.

Rappelons que ce trio devra suivre les pas d'un ainé, Papavi King Mensah qui a conquis les cœurs des mélomanes et du jury déjà deux fois, en 2000 puis en 2004, dans la catégorie Meilleur artiste africain traditionnel.

JPB

Santé / Riposte contre la méningite :

Une campagne de vaccination a démarré hier

Suite à la page 6

" Le gouvernement et ses partenaires apportent une réponse appropriée à cette épidémie et demande à toute personne de se rendre immédiatement au centre de santé le plus proche dès l'apparition des premiers signes de la méningite.

Des dispositions sont prises pour une prise en charge adéquate et gratuite des cas déclarés dans les formations sanitaires. Des actions sont en cours pour l'extension des activités de vaccination de masse dans les autres districts" a indiqué le ministre de la santé et de la protection sociale, le Professeur Moustafa Mijiyawa.

Pour rappel, le Togo a connu sa première grande épidémie de méningite dans les années 1996 avec un bilan dépassant la barre de 100 décès. Quatre régions du pays, notamment les Savanes, la Kara, la Centrale et les Plateaux, étaient considérées comme appartenant à la " ceinture de la méningite " car ayant enregistré plus de 91% de cas de contamination.

Notons que la méningite à méningocoques, une forme de méningite bactérienne, est une grave infection des méninges affectant la membrane du cerveau. Elle peut causer de graves lésions cérébrales si elle n'est pas rapidement prise en charge et se révèle mortelle dans 50% des cas. La méningite frappe le plus souvent la zone de l'Afrique subsaharienne connue pour être la "ceinture de la méningite", qui s'étend du Sénégal à l'Éthiopie.

JPB

Election présidentielle en Centrafrique :

Faustin-Archange Touadéra élu avec 62,71% de voix

Le second tour de l'élection présidentielle en Centrafrique tenu le samedi 20 février dernier a rendu son verdict. Faustin-Archange Touadéra a remporté le second tour du scrutin avec 62,71% des suffrages devant son adversaire, Anicet-Georges Dologuélé. Ce dernier lui aussi un ancien Premier ministre a dénoncé des fraudes, mais n'a pas contesté sa défaite. Il a plutôt félicité Touadera et appelé ses partisans au calme.

" Pour la paix, j'ai donc fait le choix de renoncer à saisir la Cour constitutionnelle pour annulation et toutes autres actions. Je respecte la décision de l'Autorité nationale des élections tout en félicitant le nouveau président élu ", a-t-il déclaré lors d'un point de presse à son domicile. Une bonne leçon de démocratie !

Ancien Premier ministre centrafricain de l'ex-président François Bozizé renversé en 2013 par la rébellion Séléka, Touadéra mesure l'importance des défis qui l'attendent. "Nous allons faire de la République centrafricaine un pays uni", a-t-il lancé à l'endroit des ses compatriotes. L'homme fort de Bangui sait que la tâche ne sera pas facile, au regard de la question sécuritaire que le pays doit résoudre, vu que son pays ne dispose plus d'une armée digne de ce nom. A ce déficit s'ajoute celui du redressement d'un pays qui malgré ses ressources minières immenses figure parmi les plus pauvres de la planète.

Faustin-Archange Touadéra, président élu de la Centrafrique

" Mes chers compatriotes, croyez bien que je mesure le poids de la charge que vous venez de me confier. Ensemble, nous allons faire de la République centrafricaine un pays uni, solidaire et prospère ", a déclaré le nouveau président.

Il a par ailleurs appelé au rassemblement en ces termes: " Centrafricains de toutes les régions, de toutes les religions, des différents statuts sociaux, de tous les secteurs d'activités, de toutes les générations, nous allons transformer notre pays en un vaste chantier offrant des opportunités d'emplois aux jeunes, créant des richesses pouvant être redistribuées de manière équitable".

Qui est Faustin-Archange Touadéra?

L'ancien Premier ministre, Faustin-Archange Touadéra élu président de Centrafrique à 59 ans aura la lourde charge de redresser un pays qui a sombré dans le chaos après le renversement de François Bozizé par la rébellion Seleka en mars 2013.

Faustin-Archange Touadéra, c'était le candidat-surprise. Taciturne, discret, peut-être un peu trop, l'homme a su tout au long de sa carrière s'appuyer sur des réussites tangibles. Professeur de mathématique, recteur de l'université de Bangui, puis député, c'est l'ex-président François Bozizé lui-même qui ira le débaucher de son poste à l'université pour le nommer Premier ministre, de 2008 à 2011.

C'est sous son mandat qu'il va bancariser les salaires des fonctionnaires. Une action qui est restée gravée dans la mémoire des Centrafricains qui voient en lui un financier compétent.

Et pourtant, l'argent, c'est ce qui lui a fait cruellement défaut lors de sa campagne. Il s'est présenté en indépendant après avoir annoncé un peu trop précipitamment sa volonté de briguer la magistrature suprême, alors que la candidature de François Bozizé n'était pas encore invalidée. Une précipitation qui a valu son éviction du parti de l'ancien chef de l'Etat, le KNK.

Peu importe, Faustin-Archange Touadéra a rallié les déçus du premier tour et a finalement remporté l'élection. Beaucoup de ses détracteurs soulignent que ses nombreuses alliances pourraient lui porter préjudice dans ses premiers mois de mandat.

A 59 ans, issu de la société civile, il va avoir la lourde tâche de renouer avec le peuple et d'engager une réelle réconciliation entre les communautés, avant même de s'atteler à la reconstruction du pays.

Pierre Agbanda
Source : France 24

Accaparement et vente de terrain destiné à la construction d'un centre de santé à AGOVOUDOU :

Le sieur FESSOU Yaol Olivier doit subir toute la rigueur de la loi

Une ONG française désireuse de construire un dispensaire pour les populations d'Agovoudou, une localité située à 23 kilomètres à l'Est de Lomé sur la route d'Aného, se trouve confrontée depuis quelque temps à l'attitude d'un natif de la localité qui se permet de s'accaparer et de vendre sans titre ni droit valables, le terrain destiné à la construction. Depuis que l'affaire a atterri à Zébé (tribunal d'Aného), les populations de la localité n'ont qu'une phrase à la bouche : qu'on fasse subir à FESSOU Yao Olivier, toute la rigueur de la loi. De quoi s'agit-il ?

Comme nous l'écrivions tantôt, une ONG française dénommée EDUCATEURS SANS FRONTIERES d'ALFORTVILLE (ESFA) qui est en jumelage avec cette localité, s'est proposée d'offrir aux populations d'AGOVOUDOU un dispensaire. Mais au démarrage des travaux, peu avant les premiers coups de pioche, il a été donné de constater que le sieur FESSOU Yao Olivier s'est accaparé du terrain qu'il a vendu à des tiers.

Pius Agbétomey, ministre de la Justice

Pour se justifier, non seulement il brandit un testament déposé au rang d'une notaire de la place qui s'est révélé faux mais aussi, il soumet les membres de sa collectivité dont l'actuel chef du village, Togbui FESSOU KOUVIONOU III à des tracasseries judiciaires de la part de ses " porte-fort " qui d'après nos informations, seraient en service au tribunal d'Aného. L'intention affichée de l'usurpateur est de voir le dispensaire construit sur un domaine autre que celui dont il s'est accaparé illégalement.

Depuis quelques jours donc l'affaire a officiellement atterri au tribunal d'Aného vers où les populations d'AGOVOUDOU ont les yeux tournés dans l'espoir de voir Olivier débouter de ses prétentions tout en subissant toute la rigueur de la loi.

Cela aura le mérite de décourager les individus sans foi ni loi, abonnés à l'accaparement et à la vente des terrains appartenant à autrui qui, depuis quelques années, règnent en maîtres absolus sur le littoral togolais.

Affaire à suivre.

Ricardo

Prévision de l'économie mondiale en 2016:

L'OCDE table sur une croissance de 3%

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)qui regroupe 34 économies développées et émergentes vient de revoir à la baisse les perspectives de croissance mondiale en 2016. L'OCDE ne table plus désormais que sur une croissance mondiale de 3% pour cette année. Selon l'Agence Ecofin, l'organisation basée à Paris (France) a planché, le 18 février dernier, sur les prévisions de l'économie mondiale, en exprimant son pessimisme.

C'est la deuxième fois que L'OCDE ampute ses prévisions de croissance en trois mois. Elle ne mise plus désormais que sur une croissance mondiale de 3% pour cette année, contre 3,3% en novembre 2015 quand elle avait déjà réduit ses prévisions de 0,3 point.

L'Organisation explique sa position par les nuages qui s'accumulent sur l'économie mondiale, en se basant sur l'importance du ralentissement en cours dans de nombreux pays émergents, la modestie de la reprise dans les pays avancés, la faiblesse persistante du commerce, de l'investissement et de la demande, ainsi que l'existence de risques non négligeables d'instabilité financière. "La croissance ralentit dans de nombreuses économies émergentes et la reprise est très modeste dans les économies avancées avec des prix bas qui déprime les exportateurs de matières premières", constate-t-elle.

Elle a de ce fait amputé de 0,5 point les prévisions de croissance pour les Etats-Unis en 2016 à 2%, l'Allemagne, à 1,3%, et la France à 1,2%. Les prévisions pour la Chine restent stables à 6,5% et celles de l'Inde gagnent même 0,1 point à 7,4%. Les perspectives de croissance du PIB du Brésil se sont fortement assombries. Ce pays d'Amérique Latine devrait connaître cette année une récession de -4%, contre une estimation de -1,2% annoncée il y a trois mois.

L'organisation s'inquiète également, de l'inexistence de locomotive qui tire la croissance, comme ces dernières années quand les émergents pouvait compenser les ralentissements des pays développés.

Par ailleurs pour 2017, elle abaisse également sa première prévision publiée il y a trois mois de 3,6 à 3,3%, en espérant un très léger rebond de la croissance. L'OCDE met en outre en garde contre des "risques substantiels d'instabilité financière", estimant que certaines économies émergentes "sont particulièrement vulnérables à des mouvements aigus des taux de change et aux effets d'une forte dette domestique libellée en dollars".

Il faut souligner que cette démarche de l'OCDE fait suite à celles de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et l'agence de notation Moody's qui avaient eux-aussi présenté un tableau pessimiste de l'économie mondiale.

Pierre Agbanda

REMERCIEMENTS ET ANNONCES

Madame Victoire Sidemeho Dzidudu TOMEGAH-DOGBE, Directeur de Cabinet du Président de la République, Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, son époux et leurs enfants

Togbe François Gagnon Tètè DUMASHIE III, Chef Traditionnel du village de Badougbé-Adjomé, Préfecture de Vo

La Famille TOMEGAH

La Famille AGBESSI

Monsieur FrancisMessanvi TOMEGAH, son épouse et leurs enfants

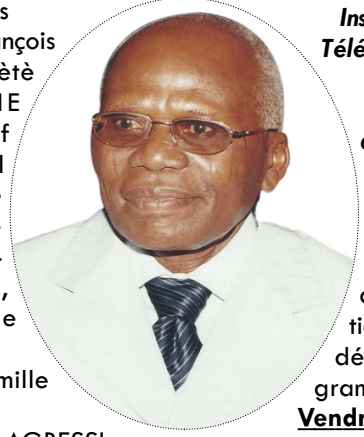
Madame Thèrèse Zinhoé TOMEGAH-TETEVI, son époux et leurs enfants

Madame Ludovica Dehomè TOMEGAH, ses frères et sœurs, son époux et leurs enfants

Monsieur Germain Gbèhomilo TOMEGAH ses frères et sœurs, et leurs enfants

Les familles parentes, alliées et amies

Sont très sensibles à vos diverses marques d'amitié, de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées lors du retour à la Maison du Père Céleste de leur bien-aimé



Romanus Kossivi Amewanou TOMEGAH

Inspecteur des Postes et Télécommunications du Togo (PTT) à la Retraite

Pieusement endormi dans le Seigneur le Samedi 13 février 2016 dans sa 84ème année

Et vous invitent à participer ou à vous unir d'intention à la célébration des obsèques qui se dérouleront suivant le programme ci-après :

Vendredi 26 février 2016

18h30 : Veillée de prières et de chants au domicile du défunt, corps présent

Samedi 27 février 2016

6h-8h : Chapelle ardente

8h 30 : Levée du Corps

9h00 : Messe d'inhumation et d'action de grâces en l'Eglise Saint Martyrs de l'Uganda de Tokoin

Maison mortuaire : Maison TOMEGAH à Tokoin Novissi derrière le Collège Protestant de Lomé. Rue face à la Pharmacie SOURCE DE VIE.

Sommet de Lomé sur la sûreté, la sécurité maritime
et le développement en Afrique
piraterie maritime, terrorisme, pêche illégale, migration, ...
15 octobre 2016, Lomé, Togo
sommetdelome.org
SOMMET DE LOME
2016 LOME TOGO
UNION AFRICAINE
MINISTERE TOGOLAIS DES AFFAIRES ETRANGERES & DE LA COOPERATION

A partir du 1er janvier 2016
EXIGEZ
LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
POUR PLUS DE
TRANSPARENCE
DANS LA COLLECTE
MANUELLE DES
RECETTES DE L'ETAT
OTR
Office Togolais des Recettes
Quittance de recettes
ORIGINAL-CONTRIBUABLE
FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg
OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg